

# DES UNIVERSALISER L'ETAT – « Privé » et « public » vus d'Afrique

[22 novembre 2019](#) / [Jean-Louis Sagot-Duvaurox](#)

Traditionnellement, la gauche européenne oppose « le privé » et « le public ». « Le public » est associé à l'Etat et aux collectivités « publiques » avec une zone floue, le monde dit « de l'économie sociale ». « Le privé » est ce qui fonctionne sous le régime de la propriété à la romaine : droit d'user, d'abuser et de tirer profit d'un bien censé nous appartenir en propre. « Le public » aurait comme parrain l'Etat. La tension entre « le privé » et « le public » est au cœur des stratégies développées par les forces politiques anti-capitalistes : nationalisations, services publics, régulation étatique, etc. Ces stratégies s'accompagnent d'une perspective paradoxale, un doute libertaire vis-à-vis des pouvoirs « publics » qui interroge la nature même de tutelles placée « au dessus » de la société pour en assurer le gouvernement. L'échec du tout-Etat mis en œuvre dans les pays se recommandant du communisme, les tyrannies qu'il a provoqué, ont rebattu les cartes. Le très actif comité d'[Espaces Marx-Aquitaine](#) a décidé de faire de ces questions le cœur de ses 12<sup>e</sup> rencontres « Actualités de Marx et Nouvelles Pensées Critiques » qui se tiendront du 11 au 14 décembre 2019 à l'IEP (Sciences-Po Bordeaux, Campus Montesquieu à Pessac) sur le thème : « *Etat et Transformation Sociale* ». J'ai proposé d'y poser la question : Que se passe-t-il dans les situations de « privatisation » de l'Etat, comme c'est le cas lorsque la corruption y est endémique et généralisée, comme dans beaucoup de pays d'Afrique. Merci pour l'invitation et voici le propos que j'y exposerai.

Universalité de l'Etat ?

Pour qu'un peuple de cette Terre soit représenté à l'ONU, il faut qu'il dispose d'un Etat. Les peuples soumis, quand ils se mettent en mouvement pour leur autonomie de gouvernement, revendiquent un Etat. Leur Indépendance se célèbre le jour où les symboles étatiques – armée nationale, hymne national, drapeau, chef de l'Etat – peuvent monter à la tribune, s'élever devant la tribune, défiler pour la tribune. L'Etat apparaît comme la forme naturelle, universelle du gouvernement des peuples, l'agent naturel de l'ordre public, le garant naturel, universel de la souveraineté.

## Illusion d'optique

C'est une illusion d'optique. Le gouvernement des collectivités humaines par un appareil administré, éventuellement représentatif, sur un territoire délimité par des frontières géographiques n'est qu'une des formes par lesquelles les sociétés ont assuré et institué leur besoin supposé de tutelle organisatrice.

Les Etats eux-mêmes ont pris diverses figures, mais parmi les formes d'Etat produites par les différentes histoires politiques, une l'a militairement et idéologiquement emporté sur toutes les autres : l'Etat à l'occidentale. Son « accomplissement » sous la forme « démocratique » du gouvernement « représentatif » a imposé son empire. Par les armes (et par Hegel ?) Partout, quand l'occupation « blanche » a reflué, le sédiment étatique a vitrifié les perspectives d'organisation politique, enfouissant la trace des institutions endogènes non-étatiques là où

elles avaient existé. Les normes de l'Etat à l'occidentale hantent les grands régulateurs internationaux qu'on connaît aujourd'hui – ONU, CPI, G7, G20...

### **Gouvernances politiques non-étatiques**

Néanmoins, en dépit du sentiment presque généralisé qu'en matière de gouvernement des peuples, l'Etat serait la nature des choses, d'autres formes d'autorité et/ou de pouvoir politiques co-existent, naissent ou subsistent. Deux exemples. Le premier vient de loin, mais est recouvert par la marée étatique, c'est l'autorité politique lignagière produite par certaines sociétés africaines, par exemple la société bassa (Cameroun) : ni administrée, ni territoriale, ni représentative. L'autorité ultime est le chef de la lignée. Non territorial : les descendants peuvent vivre en dehors du pays Bassa. Non administrée : c'est un rapport direct, un rapport de respect, une puissance intériorisée qui indique l'ordre, la marche à suivre. Non représentative : le lignage est convoqué, pas le corps électoral. Cette autorité reste active sur certaines fonctions, dans la résolution de conflits notamment. L'autorité lignagière s'appuie sur les savoirs, les conseils et les jugements d'une puissante société initiatique, le Mbok, qui transmet le patrimoine spirituel et institutionnel de la communauté, confirme ou non ses choix, fonde dans leur culture commune l'union des lignées. Cette structuration politique mérite d'être examinée de près, car par certains aspects, elle est une autorité sans autre pouvoir que de faire autorité. Pas davantage que l'Etat, elle n'a vocation à se prétendre universelle. Par exemple, elle donne peu de perspectives à l'émancipation féminine. Mais elle indique aussi que la coercition d'un appareil placé au dessus de la société n'est pas la seule voie possible d'organisation politique stable.

Autre exemple, ce n'est pas l'Etat, mais le pouvoir capitaliste qui gouverne les réseaux sociaux mondiaux (pas d'Etat mondial). Ces réseaux sont devenus en quelques années une part importante de ce qui aujourd'hui « fait société ». Le gouvernement des « réseaux sociaux » échappe pour la plus grande part au pouvoir politique d'Etats territoriaux dont souvent il dépasse de beaucoup la puissance financière et de beaucoup beaucoup les capacités de séduction. Il s'exerce selon la loi tyrannique de la propriété capitaliste : gouvernement peu administré, non-territorial, excluant tout recours à la représentation, sauf quand certaines fonctions d'Etats domestiqués peuvent entrer dans leur boîte à outil. Les Etats territoriaux, appareils administratifs, répressifs, idéologiques en principe placés au dessus de la société, se retrouvent ici au rez-de-chaussée et se contentent de réassurer mécaniquement le caractère sacré et indépassable de la propriété privée à la romaine. Le reste fonctionne comme par effet de volant. Soumettre cette innovation sociale planétaire aux Etats territoriaux ? Ou lui inventer une gouvernance émancipatrice ?

### **Limites du progressisme occidental**

Notons enfin que le mouvement d'émancipation de la classe ouvrière et sa mouture communiste ont globalement partagé la vision « progressiste » qui fait de la forme occidentale du gouvernement des hommes le sommet, la pointe historique de l'organisation politique. La contestation paradoxale que la tradition marxiste fait de l'Etat – invitation au dépérissement de l'Etat chez Marx ou chez le Lénine de l'Etat et la révolution – propose de « dépasser » ce mode de gouvernement, mais ne met pas en cause sa prééminence historique et reste sur les mêmes rails. Ce cadrage théorique occidentalocentré est une des faiblesses de ce courant de pensée et d'action. On a d'ailleurs vu comment les croyances que ce corsetage laisse fermenter ont pu brouiller ses attentes émancipatrices.

Ces considérations me sont venues à l'esprit par un hasard biographique. Ce que je suis – mes pensées, mes représentations, mes affects, mes évidences – est l'enfant de deux ancrages territoriaux et humains : la France où je suis né, patrie mère ; le Mali où j'ai accédé à l'aube de l'âge adulte et qui m'irrigue depuis cinq décennies, patrie d'adoption. Double point de vue sur le monde. Ou plutôt, léger décalage de points de vue, comme les six centimètres qui séparent nos deux pupilles et donnent son relief au monde. France et Mali, langue française et langue bamanan[1] partagent la même humanité, peuvent se parler, s'expliquer, se comprendre, mais leurs mots ne sont pas superposables, ni le découpage qu'ils opèrent sur le réel. Découpages singuliers, légitimes, efficaces ou poétiques, ou les deux, coupages légèrement décalés.

Ce hasard biographique a modifié mon regard. Sans besoin de passer par de lourds échafaudages théoriques, il m'a permis de « voir », voir tout simplement, en relief, et vivre dans mes affects la relativité de l'Etat, pourtant généralement considéré comme unique forme efficace de gouvernement. Nonobstant mes réserves idéologiques de militant de l'émancipation, l'enfant naturel de la France que je suis ressent spontanément l'Etat républicain, son administration, ses services publics comme la forme vivante, évidente, habitable et réformable d'un gouvernement de la société poreux au contrôle démocratique, capable d'instituer des conquêtes du mouvement social, de garantir des services publics. Au Mali, l'homme que ce pays d'Afrique a contribué à faire de moi éprouve une suspicion quasi automatique vis-à-vis d'un appareil d'Etat copié sur d'autres histoires et auxquels il semble qu'aucune révérence ne soit due, ni de la part de ses agents, ni de celle des administrés. Là-bas, mon sentiment spontané est de n'en rien attendre. La question posée par ce colloque – Etat et transformation sociale – ne peut pas sortir indemne de ces torsions.

## **La viande de l'éléphant**

Beaucoup d'Etats d'Afrique, celui du Mali en tout cas, sont vécus comme ce qu'ils sont, des corps étrangers tombés des bivouacs de l'armée coloniale. Ils parlent une langue étrangère, celle du colon, effet d'éloignement redoublé par une tendance qu'ils partagent avec les Etats occidentaux, la constitution par et pour les administrations d'un sabir opaque qui les préserve d'une transparence trop favorable à la curiosité civique. Ces Etats sont les héritiers, le décalque des administrations d'occupation qu'il était alors patriotique de voler, de tromper, de *dribbler*, de « corrompre ». Les formes concrètes prises par la corruption endémique que produisent ces appareils de pouvoir post-coloniaux n'est pas sans ressemblance avec ce qui était naguère des actes de résistance anti-coloniale. En bamanan, le terme en usage pour désigner ce que le français place sous le mot « corruption » est « *yuruguyurugu* » : arrangement, manigance... Le français « corruption » signifie pourrissement, ce qui présuppose la foi dans l'antériorité d'un corps sain. « *Yuruguyurugu* » dit seulement : je fais ce qui m'arrange comme ça m'arrange. La langue commune parle de « manger », de « bouffer », de se servir sur la viande de l'éléphant, *sama sogo*.

Sans foi dans l'Etat, sans croyance spontanée dans sa vocation de serviteur de l'intérêt général, sans ancrage historique pour cette foi, on assiste à une privatisation généralisée des prérogatives publiques. La souveraineté à laquelle les peuples d'Afrique sont d'autant plus attachés qu'ils en ont été longtemps privés, est institutionnellement la « chose » de l'Etat, droit de propriété garanti aux Etats par leurs corps armés et par la reconnaissance internationale. C'est cette « chose » qu'on va débiter en tranches et mettre à l'étal. L'Etat concret – des policiers, des percepteurs, des douaniers, des enseignants, des plantons – fonctionne alors comme une batterie de freins. Dépositaire d'une prérogative publique rendue

nécessaire à la vie sociale par le monopole de l'Etat comme unique forme possible de gouvernement, j'ai les moyens d'en bloquer l'usage. Le débloquent mon commerce. Policier, je bloque la circulation des véhicules. Secrétaire administrative, je bloque la demande de rendez-vous avec le directeur du service. Médecin hospitalier, je bloque la délivrance d'un remède. Enseignant, je bloque le passage à la classe supérieure. Ministre, je bloque un marché public... Et je vends du déblocage.

Dans ces conditions, la question du lien entre l'Etat et la transformation sociale ne peut pas se poser ni se résoudre de la même façon que là où règne la foi dans l'Etat, là où l'on peut compter sur une certaine régularité de l'Etat. Que faire ? Face à ce qui, du point de vue de la norme mondialisée, apparaît comme des dysfonctionnements, une réaction réformatrice moulée dans la même histoire propose de corriger ces malfaçons avec les outils du pouvoir étatique. Régulièrement, des campagnes judiciaires jettent leurs filets dans le marigot et en retirent quelques gros poissons. Tous les gouvernements africains comptent parmi leurs membres des ministres intègres. Toutes les administrations disposent de directeurs consciencieux... Peu d'effets sur la structuration du système.

### **Transformation sociale hors l'Etat ?**

Les fonctions organisatrices de la société sont de ce fait mises en jachère, laissées à la responsabilité de la société elle-même. La décomposition mafieuse qui en maints endroits ravage le corps social est une des issues à l'œuvre. Les émirats religieux qui ça et là instituent leur tyrannie répondent à la même carence. Par contre, entre les pavés, on peut aussi voir de la société surgir dru, se constituer, s'auto-organiser, construire hors l'Etat de la vie sociale de bon aloi, des normes faisant autorité, inventer sans GPS des issues désirables. Dans cette configuration, le secteur économique tient une position assez différente de ce qu'on voit en France, où jusqu'à présent l'opposition public/privé fait du « public » le serviteur naturel de l'intérêt général et affecte au « privé » la piscine où clapotent « les eaux glacées du calcul égoïste ». Au Mali comme partout, le monde de l'entreprise « privée » est tenu par une règle du jeu, une certaine rationalité, les lois du marché. Je parle ici des entreprises locales, de la boutique du coin de rue à l'industriel du textile ou au transporteur routier, pas du terrain de jeu où Orange, Total, Aréva et d'autres achètent jusqu'au sifflet de l'arbitre. S'il veut se développer et se donner des perspectives gérables, ce secteur « privé » local a un intérêt objectif à contrer le pillage erratique et parasitaire du pays par l'Etat corrompu, son anomie structurelle. Dans cette configuration, la qualification d'entreprises « privées », juridiquement correcte, n'est peut-être pas la plus appropriée. N'est-il pas plus éclairant, sans se cacher le poids du régime de propriété, de mettre la focale sur l'autonomie relative de ces acteurs de la vie sociale. Entreprises, structures « indépendantes » plutôt que « privées » ? Dans le secteur culturel où je travaille, les opérateurs aspirent non pas au profit, mais à la survie. Quand un équipement public transformé par ses chefs en entreprise privée de location de salle rançonne une compagnie de théâtre « indépendante », c'est souvent justifié toute honte bue au nom de la lutte finale du « public » contre le « privé ». Symptôme : le président du patronat malien vient de lancer une campagne très énergique et risquée contre la corruption étatique, se faisant ainsi clairement porteur de l'intérêt général. Etat et transformation sociale ?

Autre caractéristique de la société malienne, la relative résistance d'institutions endogènes non étatique à la décomposition sociale induite par le *yuruguyurugu* dans l'Etat. Quand un événement social d'ampleur doit être organisé dans un quartier de Bamako, il est nécessaire pour ouvrir les portes de passer par l'administration locale, les élus, parfois l'Etat, clefs qui ont souvent un prix (pas toujours). Par contre, quelques noix de colas<sup>[2]</sup> offertes dans les

formes au *dugutigi* [3] du quartier assureront le concours de son autorité, réelle quoique « morale », réelle parce que morale.

### **Des institutions africaines non-étatique qui fonctionnent**

Autre exemple : la *sinankuya* [4] Il s'agit d'une institution millénaire qui assure jusqu'à présent des fonctions de régulation des conflits, depuis des affaires que l'ordre étatique place sous la responsabilité de la justice civile, jusqu'à des négociations sociales ou politiques de première importance. La *sinankuya* est une institution complexe, non étatique, d'usage gratuit (ni impôts, ni redevances, ni ticket d'entrée), une institution qui fonctionne par rotation aléatoire d'offices non rémunérés. Ce n'est pas une institution de « dépassement de l'Etat », puisqu'elle est apparue avant l'Etat, sans l'Etat. C'est pourtant une preuve que le dépassement de l'Etat, là où il vit, est possible, souhaitable. Une preuve, pas un modèle. Concrètement : mon voisin a construit un mur qui mord sur mon terrain ; je cherche un ami qui soit un de ses *sinankuw*, qui soit membre d'une lignée qui est dans cette relation d'alliance avec la famille de mon voisin. Il y va. Si la dispute entre arguments contraires menace de faire des étincelles, des interdits très puissants contraindront l'ami et le voisin à choisir la plaisanterie plutôt que les coups et les insultes. Le problème pourra ainsi être mis à plat, débattu, tranché. Mon ami reviendra me voir :

- OK, ton voisin va te donner trois bœufs, mais toi tu ne détruis pas son mur, tu lui laisses la part de terrain qu'il sépare du tien et vous restez bons voisins.
- Entendu, on fait comme ça.

Il peut arriver que le *sinanku* de mon voisin que j'ai choisi pour négocier avec lui, qui l'a fait, honnêtement fait, soit également juge dans un tribunal civil. Même cas. Même fonction sociale. Même individu. Mais revêtu de la toge étatique, il y a un fort risque que le verdict soit favorable au plus offrant.

Ces institutions non-étatiques ont été délégitimées, abaissées par la domination coloniale, mais restent tenaces. J'ai vécu plusieurs exemples où des jeunes gens engagés dans l'action culturelle en ont rencontré l'usage presque par hasard, puis en ont tiré une force sociale et une force intime qui ont joué un rôle clef dans la réussite de leurs initiatives. Hors l'Etat pourtant en charge des politiques culturelles publiques dont ces jeunes pouvaient sur le papier espérer le concours. En se gardant de cet Etat.

### **Regarder là où le monde s'invente librement**

L'Etat et la transformation sociale ? Préférons-donc d'emblée « les » Etats et la transformation sociale (« la » transformation sociale ???) Et tentons un pas de plus. La vision binoculaire dont la vie m'a fait cadeau et que je propose ici oppose le relief du concret à la notion abstraite d'Etat, l'arrache à l'universalisme impérial qui selon moi englobe toute perspective transformatrice. Ce n'est pas seulement au concret des Etats que cette vision donne du relief. En nous rappelant que l'Etat n'est pas inscrit dans les gènes d'une histoire universelle, elle donne du relief aux fonctions organisatrices que nous faisons vivre sans Etat, librement.

L'Etat n'est pas la forme universelle de gouvernement des sociétés humaines. Il ne règne pas non plus universellement sur les sociétés qu'il corne. « *Que fait le gouvernement ?* », ce réflexe bien français chaque fois que « *ça va pas !* » est aussi une plaisanterie qui fait rire.

Sous ce rire, il y a la conscience que le gouvernement de l'Etat ne « tient » pas toute l'organisation sociale, que d'importantes fonctions « tiennent » sans lui. Et si l'on regardait d'un peu plus près, en relief, les espaces où se développe du gouvernement sans Etat, de la liberté politique, ce que les vieux communistes évoquaient sous le nom de « libre association » et dont ils faisaient l'aboutissement du dépérissement de l'Etat ? Cet examen est trop lourd pour prendre place ici. Mais le détour que nous avons fait par l'Afrique et un simple regard attentif sur les panoramas de nos existences témoignent que le « sans Etat », la capacité à s'organiser librement entre personnes émancipées sont déjà là. En établir la nomenclature ? Les glisser dans le questionnement sur « l'Etat et la transformation sociale » ? Substituer la mise en conversation des inattendus à l'universalisme impérial ? Donner des contenus singuliers et disparates à « la » transformation sociale ?

L'Etat est là et bien là, pour le pire et pour le meilleur. Ces bougés du questionnement ne le dissoudront pas. Toute avancée de la pensée s'y heurtera. Mais on se donnera ainsi une chance de sortir d'une représentation de l'histoire humaine copiée sur la génétique. Une chance non pas d'accoucher, mais d'inventer notre monde. Librement.

[Jean-Louis Sagot-Duvauroux](#)

[1] Bambara, principale langue parlée au Mali

[2] Fève amère, croquante et caféinée qu'il est d'usage d'offrir dans les grandes occasions de la vie sociale en marque de respect pour les autorités concernées. Un don de colas est l'acte initial d'une demande en mariage.

[3] *Dugutigi* est souvent traduit par chef de village. En réalité, *dugu* est plus proche de « cité » au sens spatial et politique du terme français et la traduction la plus proche du mot *tigi* est sans doute « responsable ». *Dugu-tigi*, responsable de la cité. *Dugutigi* est généralement une charge héréditaire confiée aux descendants des fondateurs d'un *dugu*. Son action politique consiste à établir des consensus par consultation des habitants, puis à les sceller en les promulguant. De puissants interdits l'obligent à cultiver sa respectabilité, qui lui permet d'assurer quantité de médiations utiles.

[4] Les ethnologues occidentaux ont pris l'habitude de traduire *sinankuya* par l'expression superficielle de « parenté à plaisanterie ». Cette institution est un vaste système d'alliances entre lignées fondé sur un service mémorable autrefois rendu ou un conflit résolu. Se fâcher contre son *sinanku*, à plus forte raison le brutaliser ou faire couler son sang sont des interdits absolus, très respectés jusqu'à présent. Par contre et pour éviter d'en arriver à ces extrémités, les *sinankuw* s'insultent copieusement sous forme de plaisanteries, ce qui permet de mettre à plat les conflits les plus chauds et d'en trouver l'issue pacifique.